

## Un revenu universel pour rénover notre modèle social

**La souffrance au travail est une réalité pernicieuse sur laquelle nous fermons les yeux depuis trop longtemps.** Pourtant, les chiffres sont éloquentes : en 2016, 20% des Français se disent au bord du burn-out et 70% des salariés ne se sentent pas considérés. Le coût social et humain de ce mal-être est insoutenable.

**Ce n'est là que l'un des symptômes d'une crise du travail profonde et durable.** Face à la persistance du chômage de masse, à la précarité croissante des emplois et à l'automatisation des tâches, les Français ont le sentiment que le travail leur échappe. Alors que le modèle du salariat serait sur le point d'être dépassé sous l'effet de l'« ubérisation », notre modèle social ne sait plus répondre aux attentes des Français.

**Pour lui redonner sens, il y a urgence à repenser le travail et la place que nous souhaitons lui accorder dans notre vie.** Nous ne pouvons plus accepter que des milliers de Français soient contraints de sacrifier leur santé physique et mentale pour des emplois précaires et éreintants. Une transition est nécessaire, et l'ambition est grande. Demain, nos concitoyens pourraient être libérés de la précarité subie, et choisir, au contraire, leurs mobilités. Demain, toutes les formes de travail ayant une utilité économique et sociale seraient reconnus et valorisés, au delà du seul travail salarié ou rémunéré. Demain, la valeur d'un individu et son droit à la dignité ne seraient plus indexés sur sa contribution au PIB.

**Le revenu universel peut être l'un des leviers de cette transition.** La liberté de choix ne bénéficie aujourd'hui qu'aux plus aisés. Ce dispositif en ferait une réalité pour tous. Droit inaliénable, inconditionnel et cumulable avec d'autres revenus, il serait distribué à chaque citoyen majeur sur une base individuelle, sans contrôle des ressources ni contrepartie. Son montant et son financement seraient réajustés régulièrement pour assurer à chacune et à chacun un revenu suffisant pour vivre et participer à la vie publique. Sa mise en place – nécessairement progressive – offrirait des opportunités considérables. J'en soulignerai trois.

**Le revenu universel est un formidable outil d'émancipation individuelle.** Parce qu'il offre un filet de sécurité permanent et inconditionnel, ce revenu libérerait nos concitoyens de la peur de l'avenir et de ses aléas financiers. Ainsi protégé du risque d'exclusion, chacun pourra en conscience choisir de renoncer à son salaire pour allonger la durée de ses études, reprendre une formation, s'engager bénévolement, créer sa propre activité, ou tout simplement bénéficier de davantage de temps pour s'investir dans sa vie personnelle, familiale et sociale.

**Le revenu universel accroît notre résilience face au chômage de masse.** Alors que 10% de la population active est au chômage, jusqu'à 3 millions d'emplois pourraient disparaître en France avec la digitalisation d'ici 2025. Les classes populaires et moyennes en seront les premières victimes. Or, parce qu'il atténue la violence sociale des mutations de l'économie, le revenu universel protège la société. Concrètement, il encouragera nos concitoyens à entreprendre ou se reconvertir dans des domaines nouveaux qui correspondent à leurs aspirations. En période de crise, il stabilisera la demande et en limitera les effets récessifs.

**Le revenu universel parachève notre protection sociale.** La sécurité sociale française s'est historiquement construite sur un modèle qui conditionne les droits à l'existence d'un contrat de travail. Cela avait du sens au XXème siècle. Mais avec la précarisation de l'emploi et la montée en puissance du travail indépendant, notre modèle social est de plus en plus inadapté pour protéger les travailleurs de la pauvreté. Le revenu de base renverserait la logique en créant une protection universelle, attachée à la personne.

**Se pose maintenant la question du financement.** En partant de l'hypothèse d'un revenu de base équivalent au RSA socle, sa distribution à tous les Français majeurs coûterait autour de 300 milliards d'euros par an en régime de croisière, toutes choses égales par ailleurs. Une fois le revenu universel testé et approuvé pour son efficacité, son montant pourrait ainsi atteindre 750 euros afin d'en faire l'outil pivot de la transformation sociale.

Plusieurs pistes de financement peuvent être explorées.

**Le revenu universel devra s'articuler avec les aides sociales existantes.** La simplification de notre modèle social n'est pas qu'une source d'économies, c'est la condition de son efficacité. Peut-on accepter que 1,7 millions de ménages qui ont droit au RSA n'en bénéficient pas ? Des fusions ciblées seraient envisageables avec les minima sociaux (23Md€), les aides au logement (18Md€) ou les prestations familiales (53Md€). J'aborde pour ma part ces propositions avec prudence. Le revenu de base doit renforcer, et non pas réduire la protection sociale des Français.

**La réforme de notre fiscalité est un autre levier essentiel.** L'impôt sur le revenu pourra être individualisé, pour un gain immédiat de l'ordre de 24 milliards d'euros. Sur les 84 milliards d'euros de dépenses fiscales, on supprimera celles qui sont injustes et inefficaces. Outre la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales (un manque à gagner de l'ordre de 80 milliards d'euros), c'est par la fiscalité du patrimoine et du numérique que nous pourrions rétablir l'équité fiscale. Le fisc français réclame déjà 1,6 milliards d'euros à Google, sans compter les sommes qui nous échappent faute d'une fiscalité adaptée.

**Si les coûts sont souvent mis en avant, les gains sont largement sous-estimés.** Outre les bénéfices en termes de qualité de l'emploi, de santé publique et de bien-être, les économies associées à une moindre souffrance au travail seraient considérables. Selon le Bureau International du Travail, le coût économique du stress au travail (en arrêts maladie, médicaments, perte de productivité) s'élèverait à 3% du PIB en France, soit 60 milliards d'euros. Son coût direct pour la Sécurité sociale est colossal.

**Au delà des calculs, la question fondamentale est celle de la société que nous voulons.** Pour aborder l'avenir avec confiance, notre pays a besoin d'un projet mobilisateur en ce début de XXIe siècle. Le revenu universel ne se fera pas en un jour, pas même en un quinquennat. Il n'en est pas moins indispensable.